

Contre la politique raciste et répressive du gouvernement, tous et toutes ensemble dans la rue le samedi 4 septembre

mercredi 1er septembre 2010, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 28 août 2010).

En plein été, Nicolas Sarkozy a lancé sa campagne présidentielle de 2012. Lui et ses porte flingues multiplient les propos xénophobes et sécuritaires, proposant même d'appliquer une grande partie du programme du Front National.

Ses cibles privilégiées sont les immigrés, les roms, les gens du voyage, les jeunes des quartiers. S'inscrivant dans la continuité du débat nauséabond sur l'identité nationale L'équipe Sarkozy Hortefeux entend peaufiner une identité « à droite de la droite ». A quand l'entrée de Marine Le Pen au gouvernement ? Diviser pour mieux régner

A grand renfort de caméras, la chasse aux roms a été lancée en plein mois d'août : démantèlement des camps, expulsions des Roms vers la Roumanie. Ceci rappelle de bien mauvais souvenirs. Quand aux gens du voyage, non expulsables car français, ils sont chassés des terrains qu'ils occupent faute d'aires d'accueil en nombre suffisant. Cette opération politique pue la discrimination raciale, utilisant les Roms et les gens du voyage comme boucs émissaires.

Les ministres et députés de l'UMP ces dernières semaines se sont livrés à une surenchère de déclarations et de propositions répressives et racistes, ainsi Christian Estrosi, ministre de l'Industrie, assimile délinquants et immigrés. Lui qui n'a jamais levé le doigt face aux patrons voyous et licenciés ose demander de choisir entre être Français ou voyou !

Les propositions de lois xénophobes et répressives pleuvent : déchéance de la nationalité française, systématisation des peines planchers et application de celles ci dès le 1^{er} délit, peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans pour les parents d'enfants « délinquants », sans oublier la loi Besson sur l'immigration prévue avant l'été et examinée en septembre

Combattons l'insécurité sociale

La mise sous surveillance policière de certains quartiers avec la création de brigades spéciales de terrain ne peut qu'aggraver les tensions dans les quartiers touchés par des taux de chômage record et qui prennent de plein fouet la crise.

Cette politique menée est l'autre face de la politique libérale du gouvernement. Alors qu'il casse la protection sociale et veut imposer leur loi sur les retraites, le gouvernement tente de diviser la population.

Face au racisme, nous ne battons pas en retraite !!

